

Un parti qui sait pourquoi il existe

Geoffrey Dagard – Fédération de Paris, section du 17^{ème}

Chacun peut constater que le PCF manque d'identification dans l'espace public. Bien que certains de nos dirigeants jouissent d'une certaine notoriété, leurs efforts ne peuvent pas suffire à porter le projet communiste dans le débat si le PCF lui-même reste un objet flou au programme mal défini et à la stratégie incompréhensible.

Le constat que notre programme manque de visibilité est renforcé par la confusion permanente depuis 2017 où, malgré notre soutien « autonome » à la candidature de J.-L. Mélenchon avec notre programme « La France en commun », nous avons été associés au programme « L'Avenir en Commun ». Les différences entre ces programmes sont mal connues et souvent réduites à quelques éléments de débat presque négligeables pour la plupart des électeurs (on peut penser à notre soutien au secteur du nucléaire civil comme acteur de la transition énergétique, ce qui à nos yeux n'est certes pas négligeable, mais peut sembler l'être pour l'électorat). Dès lors, il est difficile pour les électeurs, et même pour les militants de gauche, de comprendre ce qui justifie notre indépendance vis-à-vis de la FI, notre refus de nous y fondre et, surtout, la présentation d'une candidature autonome en 2022. Force est de constater que, malgré la popularité certaine de Fabien Roussel lors de la campagne et depuis, cette aura médiatique n'a pas été mise au service du développement dans le débat public de propositions communistes clairement identifiées comme telles.

La difficulté à cerner l'identité communiste vient également de notre absence de positionnement social clair. L'essence même du Parti communiste est d'être l'outil politique de la classe travailleuse, son mode d'existence et d'intervention dans la superstructure, son instrument dans la conquête du pouvoir. Paradoxalement, la classe travailleuse ne semble pas considérer le PCF comme son parti « naturel » dans la défense de ses intérêts, alors même que la violence des rapports sociaux capitalistes s'intensifie toujours plus, ce qui devrait permettre à un discours communiste de trouver un écho dans la réalité du monde du travail. Des partis au programme social-démocrate comme la FI semblent alors, contre toute logique, plus proches des travailleurs que nous. Cet état des choses doit nous interpeller sur l'efficacité de nos campagnes et de notre mode d'action dans la classe travailleuse, et nous amener à nous interroger : de qui portons-nous la voix lors des élections ? Quelle classe représentons nous ? Quelles forces sociales réelles nous portent et s'incarnent dans nos candidatures ?

Le fait que nous ne puissions que rarement apporter une réponse à ces questions explique pourquoi notre campagne de 2022 a été vue comme inutilement diviseuse par beaucoup d'électeurs et de militants de gauche. Le fait est que notre présence ne s'accompagne pas encore d'un projet et d'une méthode qui font la différence, qui manifestent notre raison d'être. Notre participation aux élections n'est pas encore vue comme le moyen de porter un projet communiste, mais apparaît comme un moyen d'éviter de perdre des élus. On nous reproche notre manque d'authenticité car on constate bien que la stratégie du PCF est plus guidée par la sauvegarde de son nombre d'élus locaux que par un projet communiste qui puisse nécessiter de gagner des élections. Notre secrétaire national fanfaronnait « PCF is back », mais tout l'électorat semble nous répondre « Oui, mais pour quoi faire ? ». Cette contribution ne vise

pas à inventer une raison d'être pour un parti qui n'en aurait pas, mais à proposer une réflexion sur ce qui rend nécessaire et urgente notre existence en tant que parti communiste.

Dans la continuité de nos précédents congrès, nous réaffirmons l'importance d'une candidature communiste en 2027. Mais à quelles conditions cette campagne sera-t-elle utile pour notre parti et notre classe ?

I/ Stratégie : de l'erreur à l'errance

A. La communication défailante.

La cause de notre manque de visibilité peut être située, tout d'abord, dans notre faiblesse en termes de communication. Bien que nous ayons pu avoir quelques belles réussites en termes de communication, on constate que notre matériel militant et notre présence sur les réseaux ou dans les médias, ne portent que rarement un discours et un projet communiste clairement identifiables. Le fait que la communication soit pertinente ne signifie pas qu'elle permet une identification claire du PCF comme entité à part, et au contraire notre discours est bien souvent noyé dans un discours général de la gauche, de la même façon que notre parti est noyé dans l'ensemble de « la gauche et des écologistes ». Il n'y a pas de marqueur récurrent, que ce soit en termes de projet ou de méthode, qui permet d'identifier notre parti comme une organisation autonome et distincte à gauche, qui ne se résume pas à une énième déclinaison de la social-démocratie ou du gauchisme. La recherche de la bonne phrase qui fera réagir est certes un jeu médiatique très prisé, mais il n'agrège pas l'électorat autour de nous. On amuse par une vidéo avec une pique bien placée contre un adversaire politique, mais d'une vidéo communiste à une autre, d'une affiche à l'autre, il n'y a pas de continuité, pas de reprise d'éléments récurrents. Faute de fil conducteur, notre présence médiatique, déjà maigre, s'en trouve de facto très inefficace. Si des personnes sont identifiées (Ian Brossat, Fabien Gay, Fabien Roussel) le parti, lui, ne l'est pas.

On note aussi que notre stratégie médiatique, lorsqu'elle parvient à identifier le PCF ou ses dirigeants, le fait sur un contenu lui-même peu communiste. Les déclarations, les discours, les interview télévisées ou radiophoniques, puis les vidéos qui en ressortent sur les réseaux sociaux, sont régulièrement l'occasion de créer des ruptures inutiles avec des milieux militants de gauche, en donnant (faussement) l'impression que le PCF partage des discours de droite sur certains thèmes comme le travail, la sécurité, ou même (et de façon certes anecdotique, mais cela tend à revenir régulièrement depuis) sur l'alimentation. On préférerait que notre secrétaire national soit connu pour porter dans les médias un discours communiste qui déborde le consensus mou social-démocrate de tous les autres partis allant de Place Publique à la France Insoumise, qui bouscule le confort des vieilles propositions réformistes éculées sur la taxation des riches comme remède miracle pour parler transformation des rapports sociaux et libération des forces productives de leurs entraves capitalistes. Le manque d'audace et de radicalité dans les propositions de la gauche, PCF y compris, enferme cette même gauche dans une posture morale et passiste qui ne permet plus de convaincre les électeurs pourtant bien conscients des dysfonctionnements du système actuel.

Aujourd'hui, l'extrême-gauche a nettement été éliminée du paysage médiatique, au point qu'un parti vaguement réformiste comme la FI peut passer pour « extrême-gauche » aux yeux des

journalistes. Le PCF dispose encore, grâce à sa représentation nationale et à son histoire, d'une aura médiatique. Celle-ci est réduite, certes, mais pas inexistante. Nous avons les capacités de nous emparer de cette présence médiatique pour exister non pas en tant qu'énième force de gauche, vaguement suspecte de dérive droitière sur certains sujets, mais comme objet politique singulier et unique, portant un projet cohérent, se servant de chaque intervention pour souligner la justesse des analyses communistes dans un monde capitaliste dont les contradictions sont de plus en plus flagrantes et menaçantes pour l'avenir des peuples, des travailleurs, et même des nations en tant que corps politiques constitués par l'histoire des luttes.

B. Une base sociale à retrouver

Notre faiblesse sur la scène politique n'est cependant que le reflet d'une contradiction devenue incontournable au sein du parti, et qu'il nous appartient d'affronter sous peine de disparaître. Le PCF est, historiquement, un parti des travailleurs, et non pas simplement un parti « pour » les travailleurs. A sa création en tant que parti communiste, le PCF adopte les principes bolcheviques permettant la promotion de cadres issus de la classe ouvrière et une méfiance institutionnelle envers les professionnels de la politique. Il ne nous appartient pas de juger ici la pertinence de cette « léninisation » du PCF en 1920, c'est un débat d'historiens et l'époque a changé. En revanche, cette structuration nous a légué un parti qui connaissant sa base sociale : la classe travailleuse et, tout particulièrement, au sein de celle-ci, la classe ouvrière. Il est devenu un lieu commun à gauche de dire que la classe ouvrière n'est plus un terme politique pertinent, tant elle se trouve éclatée suite à la désindustrialisation désastreuse de notre pays. C'est seulement en partie vrai, mais ça ne change rien au principe fondamental qui détermine notre base : nous sommes censés être le parti de ceux qui sont exploités. L'intensification de la violence capitaliste transforme tous les métiers en tâches aliénantes, que l'on soit en CDI ou en intérim, ouvrier ou employé, dans la fonction publique ou dans le secteur privé. Nous avons hérité d'un parti qui savait s'adresser à la classe travailleuse dans son ensemble, mais nous nous sommes laissés endormir par les discours lénifiants sur les évolutions de la sociologie et l'essor d'une prétendue classe moyenne. Le résultat est cette contradiction : le PCF est censé être un parti des travailleurs, mais le travail n'est plus une catégorie organisationnelle et théorique pertinente pour construire nos politiques de promotion de cadres, de composition des directions, et même notre discours politique général.

Le PCF agit dans l'espace médiatique sans repères théoriques, sans compréhension du champ social dans lequel il évolue, ce qui rend son discours flou et fluctuant. La lutte des classes doit redevenir notre boussole politique, et cela doit nous conduire à construire notre discours de façon à nous adresser d'abord à la classe travailleuse. Le retour du PCF aux élections présidentielles en 2022 s'est fait avec une précipitation d'amateurs, et cela s'est traduit par un manque de clarté sur notre adresse. En voulant s'adresser immédiatement à tous, on ne s'adresse à personne. Or, les discours généralisants voulant séduire toutes les catégories sociales dans l'abstraction d'un humanisme vague, s'ils peuvent faire rêver l'esprit un instant, ne permettent cependant pas de construire un mouvement social solide. Il faut fonder notre intervention politique sur un principe clair : l'organisation politique de la classe travailleuse en vue de la conquête du pouvoir. Essayer, avant même d'avoir rassemblé notre classe et ses éléments les plus conscients, de séduire les éléments les plus isolés du salariat, mais aussi le petit patronat, les indépendants, les agriculteurs, c'est se condamner à l'impuissance. Cela ne doit pas nous limiter à ne parler que de la classe travailleuse. Notre discours doit dénoncer les rapports sociaux capitalistes et le rôle du capital dans la dégradation des conditions d'existence de la petite

bourgeoisie, des intellectuels, des libéraux, des agriculteurs. Mais notre adresse aux autres classes sociales doit se faire sur le mode de l'alliance de classes, et non comme une adresse abstraite à la population en général. L'illusion républicaine du consensus doit être dénoncée comme idéologique : la politique, c'est du conflit, de l'antagonisme de classe. Ce conflit existe, que nous le voulions ou non, et les appels vaguement humanistes à la concorde nationale entre toutes les classes sont parfaitement idéologiques. Or, nous portons dans l'espace politique national et local la voix et les intérêts de la classe qui subit une guerre qui lui est imposée par le capital (et d'autres catégories sociales commencent à subir une guerre similaire, sans pour autant appartenir à la classe travailleuse). C'est cette réalité qu'il faut exposer dans nos discours, et c'est l'espoir de renverser le rapport de forces entre les producteurs et les exploités qui doit se refléter dans nos propositions et projets. C'est notre rôle de proposer une alliance du peuple derrière la classe travailleuse elle-même et ses organisations de classe, dont le PCF.

C. L'errance stratégique permanente

Par ce qui précède on explique sans peine notre errance stratégique. Faute de projet clair, faute de base sociale clairement identifiée, faute d'avoir refait de la lutte des classes notre boussole politique, aucune stratégie ne parvient à s'installer durablement dans nos campagnes. Le parti affronte chaque nouvelle campagne comme s'il réagissait à une annonce soudaine, sans avoir pris le temps de réfléchir. On peut déclinier cette tendance malheureuse dans les campagnes politiques en général, et dans les campagnes électorales en particulier.

D'abord, nos campagnes politiques sont erratiques et sans but. Il n'y a ni suivi, ni bilan, ni objectifs clairs qui expliquent ces campagnes et ce qu'on en attend. Alors que le progrès de nos propositions dans le débat public et le renforcement du parti devraient être l'objectif minimal de toute campagne, nous voyons celles-ci nous arriver et cesser d'exister du jour au lendemain. Faute de thématiques sur lesquelles on puisse nous identifier durablement, les communistes sont des objets instables de l'espace politique, ils ne sont pas marquants. Nos campagnes, parfois même menées de longue date, mobilisent peu le parti en tant que force collective nationale capable de mobiliser des réseaux militants et associatifs puissants, et tombent rapidement dans l'oubli. Prenons pour exemple notre campagne de longue date pour la reconnaissance de l'État palestinien : menée au hasard des bonnes volontés individuelles, de la disponibilité de tracts ou de l'absence d'autre campagne dans l'agenda du parti, notre combat s'est étiolé alors que nous étions à l'avant-garde de cette lutte par le passé. La conséquence est aujourd'hui visible : des discours bien plus confus qui jouissent de l'apparence de la radicalité, mais sans travail de fond, prospèrent là où nous sommes devenus invisibles. Nos campagnes doivent être structurantes pour notre pratique militante et notre renforcement, et doivent porter le sceau d'un projet communiste identifiable. La campagne Palestine portait clairement le sceau de la vision communiste des rapports internationaux, de la critique du colonialisme, elle doit se poursuivre. Nous devons aussi nous doter d'une autre campagne de fond, à déterminer collectivement, et susceptible de faire avancer nos propositions les plus construites (Sécurité Emploi Formation, nationalisations dans le secteur bancaire et assurantiel, par exemple) dans le débat public. Nous ne devons pas nous laisser absorber par des campagnes « réactives » qui suivent l'actualité nationale, réagissent à un événement quelconque, et servent souvent plus l'extrême droite lorsqu'on les met en lumière. En effet, ces campagnes réactives ont le défaut d'invisibiliser la lutte des classes en la personnifiant en une lutte « anti-Macron » (ou autre), discours qui alimente le rejet des institutions républicaines et le sentiment du « tous pourris » qui, pour le moment, profitent aux populistes de droite. Nos porte-paroles et nos

élus doivent être formés pour analyser ces actualités par le prisme de la lutte des classes, donc de façon moins personnifiée, et en portant la critique sur la violence capitaliste et impérialiste.

Enfin, les campagnes électorales semblent toujours nous arriver au pire moment, comme si nous n'y étions jamais préparés. Une stratégie est pensée dans l'urgence par des membres de la direction et s'impose de façon descendante aux sections et fédérations. La pratique devenue habituelle des votes internes ne change rien à l'affaire : mis devant le fait accompli, les communistes votent le plus souvent en soutien aux propositions faites par leur direction car il est trop tard pour renverser la table. Ces pratiques indignes d'une démocratie interne authentique doivent laisser la place à une réflexion stratégique mieux structurée et organisée au sein de nos instances légitimes. Tant que nos stratégies sont décidées sans avoir été réfléchies collectivement par les communistes, il en résulte non seulement des erreurs stratégiques grossières, mais également une errance qui anéantit tous nos efforts pour exister comme force politique. On parle d'erreur, par exemple, lorsqu'une liste est quasiment dépourvue de candidats identifiés comme issus du monde du travail, ou que ceux-ci ne sont pas en position éligible. On parle d'errance lorsqu'une stratégie, appliquée une seule fois avec des résultats partiellement décevants, est immédiatement abandonnée sans bilan collectif. Tout se passe comme si nous cherchions la stratégie « miracle » qui nous permettrait de percer immédiatement et de retrouver nos scores des années 40. Nous devons créer de la continuité dans notre ligne stratégique, dans nos choix politiques aux élections, et ne pas changer de stratégie au premier revers électoral. Etant donné notre passé d'effacement, on ne renouera pas avec de bons scores en une seule fois. Nous devons nous armer de patience et de constance, et adopter un socle stratégique minimal ferme et planifié sur plusieurs échéances. Ce socle minimal doit lui-même être le reflet d'un projet communiste clair, et être cohérent avec notre prétention à être une organisation politique de la classe travailleuse. Les erreurs et l'errance stratégique du parti nous rendent bien souvent inaudibles pour les travailleurs, et les militants s'épuisent à faire le S.A.V. de leur direction sur le terrain au lieu de militer pour des combats concrets.

II/ Des enjeux organisationnels pour rendre plus efficace l'action politique du parti

L'efficacité de notre intervention dans la politique française dépend en grande partie de notre capacité à mettre toute l'organisation au service de nos décisions. L'abandon du centralisme démocratique s'est faite au nom d'une plus grande démocratie interne, mais comment peut-on parler de démocratie interne lorsque les décisions de congrès, prises démocratiquement, ne sont pas appliquées à cause d'individus réfractaires dans le parti ? Si le centralisme démocratique a pu apparaître comme une dictature de la majorité, ce par quoi nous l'avons remplacé s'apparente à une tyrannie des caprices individuels et des ambitions personnelles. La démocratie interne repose sur deux piliers : la décision majoritaire cherchant au maximum le consensus, et le respect des règles internes préservant les militants de l'abus de pouvoir des dirigeants locaux ou nationaux. Lorsque, au nom de la liberté de chacun, nous laissons des dirigeants locaux ou nationaux ignorer les décisions de congrès, c'est la liberté de tous les communistes qui est attaquée. Quelle liberté reste-t-il aux communistes dans leur parti si, lorsqu'ils prennent une décision, les dirigeants de leur fédération ou les dirigeants nationaux sont libres de ne pas les appliquer ?

Les enjeux évoqués plus haut se concentrent tous dans l'enjeu organisationnel. Il ne peut y avoir de campagne efficace si la mise en œuvre de celle-ci dépend du bon vouloir des dirigeants et des

élus. Il faut réaffirmer au contraire la primauté du collectif sur l'individu lorsque ce dernier est responsable ou élu du parti. Nos élus et nos dirigeants doivent être tenus d'appliquer les décisions de congrès. Les désaccords individuels ont toute leur place dans les délibérations des instances du parti, où ils enrichissent le dialogue et la réflexion collective, mais les communistes doivent pouvoir avoir confiance en leurs élus et dirigeants pour appliquer leurs décisions, sans quoi il ne sert plus à rien de décider collectivement quoi que ce soit.

Il faut également renforcer le contrôle collectif sur l'application des décisions de congrès. Le CN doit faire régulièrement le bilan de nos campagnes, leur fixer des objectifs, planifier une progression de nos actions et, ainsi, permettre aux communistes de savoir à quoi sert leur engagement militant quotidien. La stratégie du parti doit faire l'objet d'un contrôle régulier de la part du CN, qui doit s'assurer que les grands principes que nous nous sommes fixés sont respectés, et qui doit pouvoir infléchir à la marge cette stratégie pour des questions tactiques en fonction des évolutions de la situation.

Enfin, il est nécessaire de donner encore davantage d'ampleur à la formation en interne. Le gros travail accompli par le secteur formation doit être salué et amené à monter encore en puissance dans les années à venir. Il ne s'agit pas seulement de former les nouveaux militants, il est également indispensable de former de façon continue les élus locaux et nationaux. Aucune expérience personnelle ou formation universitaire prestigieuse ne saurait justifier qu'un dirigeant ou élu puisse se soustraire à son devoir d'être formé. Une politique volontariste de formation de formateurs est aussi indispensable pour donner plus de moyens au secteur formation. La formation des militants et des cadres doit pouvoir permettre à chacun de s'approprier les principes de l'analyse marxiste de l'économie et de la société, de l'histoire, de façon à armer chaque communiste d'un savoir théorique utile dans sa pratique de militant ou d'élu.

Le parti doit dénoncer toute forme de division du travail interne entre le travail manuel et le travail intellectuel : tous les militants doivent pouvoir participer à armes égales au débat théorique sur la stratégie et le projet communiste, et tous les cadres et élus doivent être capables d'appliquer des décisions de congrès. Il n'y a pas d'un côté ceux qui décident, et d'un autre ceux qui appliquent.

III/ Un projet et une méthode claires pour lutter contre la dérive autoritariste du capital

Savoir pourquoi nous existons, c'est savoir pourquoi nous nous battons. Pourtant, peu de militants et de dirigeants seraient en mesure de définir précisément ce qu'est le communisme, ni les moyens que nous proposons pour y parvenir. Nous devons réaffirmer collectivement notre ambition : la réappropriation collective des forces productives, à savoir des outils productifs, des savoirs, de la culture, et même de nos propres corps. Le capitalisme, c'est l'appropriation par le détenteur du capital de toutes ces forces productives dans le seul but de générer du profit, et cette appropriation produit chez les travailleurs une « aliénation », de la dépossession, de l'arrachement, c'est-à-dire qu'on se trouve brutalement séparé d'une partie de notre activité vitale, manuelle ou intellectuelle, devenue un simple moyen de production de profit entre les mains du capitaliste. Ainsi nos efforts au travail alimentent directement l'ogre capitaliste, se métamorphosent en capital, et nous asservissent à nouveau sous forme de capital accumulé par une minorité. Mais de même, la culture et le savoir, lorsqu'ils sont appropriés par le capitalisme,

séparent l'humain de ses propres capacités cognitives, de son imagination, de son langage. L'intelligence devient l'arme des puissants et l'éducation des travailleurs se trouve réduite au minimum vital décidé par l'employeur. La culture devient un marché entre les mains des capitalistes, et se retourne contre les travailleurs comme culture légitime marchandisée et valorisable, rendant illégitimes les autres modes d'expression. Même jusqu'à nos propres corps nous devenons étrangers en étant asservis par le travail capitaliste : ce sont nos corps qui sont exploités, mis au travail, abîmés par le travail, détruits parfois par le travail, alors que le travail devrait être au contraire une activité dans laquelle le corps développe librement ses facultés cognitives, musculaires, motrices. Exiger la réappropriation par chacun de son existence propre et de son corps, de sa dignité, et la réappropriation collective de ce qui est déjà commun (le travail, la culture, l'éducation, la politique...), c'est exiger la levée des entraves capitalistes au développement plein et entier des facultés humaines.

L'exacerbation des contradictions du capitalisme amène à une intensification de la violence de l'aliénation, où tout ce qui n'est pas approprié risque de l'être. C'est ce qui apparaît dans les attaques frénétiques contre les droits des travailleurs et même contre les droits des femmes, particulièrement menacés par la progression des discours masculinistes qui tendent à essentialiser les femmes pour s'approprier leurs corps et leurs forces productives, par la violence s'il le faut. Lorsque notre propre vie matérielle devient notre ennemie parce que des rapports sociaux permettent à certains de s'approprier nos moyens de vivre et de produire, alors la raison d'être du communisme apparaît de façon claire : dénoncer toutes les aliénations, toutes les appropriations violentes qui nient la liberté et la dignité des individus, tous les asservissements et toutes les assignations identitaires. C'est cette compréhension des rapports de domination capitalistes qui doit nourrir notre projet et justifier toutes nos exigences de rupture, qu'il s'agisse de revendications immédiates (justifiant notre participation à des coalitions ou des exécutifs nationaux) pour sortir, à court terme, des logiques de profit, ou bien qu'il s'agisse d'objectifs plus lointains qui supposent la conquête du pouvoir par la classe travailleuse. Notre projet, qu'il vise le court ou le long terme, doit toujours avoir pour boussole ces combats que nous menons, et doit conditionner notre participation à des exécutifs ou des cartels électoraux, sans quoi l'identité communiste restera noyée dans un flou vaguement de gauche, ne permettant pas de distinguer le PCF des partis appartenant à la social-démocratie.

Marx disait qu'être radical, c'est aller à la racine des choses, et que la racine des choses, c'est l'homme. Cette phrase doit être bien comprise : être radical, c'est refuser de s'arrêter aux apparences immédiates et chercher la cause réelle des phénomènes sociaux et économiques dans les rapports sociaux des hommes eux-mêmes. Nous ne nous laissons pas abuser par la violence immédiate des individus, par les discours de moralisation de l'économie ou de la politique qui situent dans les individus seuls la cause des dysfonctionnements. Nous savons que les conduites et les consciences individuelles sont le reflet des rapports sociaux qui déterminent les conditions matérielles objectives d'existence de chacun. Le projet communiste doit refléter cette intelligence du réel qui saisit les phénomènes dans leur essence sociale et historique. Cette analyse matérialiste et dialectique du réel doit imprégner nos réflexions et nos modes d'action, sans quoi on reste éternellement dans la posture de Don Quichotte qui s'en prend aux moulins à vent. Le vrai monstre à abattre ne se réduit pas à ses manifestations extérieures scandaleuses : pauvreté, souffrance, haine, racisme, antisémitisme, repli religieux ou identitaire, violences. Le discours communiste doit toujours aborder ces manifestations extérieures et les dénoncer par le prisme d'une critique des rapports sociaux capitalistes qui en sont à l'origine. L'absence d'analyse marxiste est une faiblesse théorique qui nous

empêche de tenir un discours intelligible et identifiable dans l'espace politique. Nos prises de position sont souvent justes, mais elles reposent trop souvent sur des ressorts moraux ou sur des principes idéologiques abstraits, ce qui nous expose au feu des critiques aussi bien de la droite, qui a une vision cynique et fataliste de l'économie, que de la gauche qui, parfois, tient des discours plus matérialistes que nous.

IV/ La nécessité d'un parti communiste fort pour relever les défis historiques de notre époque

On notera à titre de conclusion partielle que les renoncements du PCF sur ces divers éléments alimentent encore aujourd'hui la progression des idéologies populistes et notamment celles d'extrême-droite. Le retrait du PCF vis-à-vis du monde du travail, le recul de l'affirmation des idées communistes dans le débat public, l'absence donc d'alternative systématique au capitalisme, alimentent un sentiment d'impuissance et d'abattement que l'on sent bien jusque dans notre organisation. La partie semble parfois perdue d'avance, et nombreux à gauche sont ceux qui se replient dans la posture qu'Hegel nommait la « belle âme » : celui qui adhère subjectivement aux plus belles valeurs humaines et morales, mais qui impute à des failles de la nature humaine, ou à un manque de maturité morale des autres, son incapacité réelle à changer le monde. La belle âme de gauche en politique risque toujours de passer du regret de l'absence de changement à son acceptation, et à la simple gestion social-libérale du capitalisme.

Nombreux aussi sont ceux qui n'ont pas baissé les bras et qui pensent encore qu'une transformation est possible mais qui, faute d'avoir un PCF tenant un discours communiste solide, se tournent vers des propositions contre-révolutionnaires ou utopistes. Sans communisme, la prise de conscience des contradictions du capitalisme se fait toujours sur un mode illusoire, c'est-à-dire sans conscience des rapports réels et des possibilités objectives de transformation. On en voit des exemples dans la technophobie d'une certaine partie de la gauche, ou encore dans le repli identitaire de la droite qui attribue à l'« Autre » fantasmé la responsabilité de toutes les souffrances des travailleurs nationaux, et voit en l'étranger un envahisseur, un ennemi, un assassin. Plus encore, et c'est peut-être là l'origine du grand défi qui est le nôtre aujourd'hui pour exister à nouveau : la prise de conscience illusoire se fait sur un mode populiste, dans la négation la plus totale de la lutte des classes. A gauche, cela se traduit par l'illusion que le problème vient de l'organisation des pouvoirs publics, et qu'une démocratie bourgeoise plus directe permettra de régler tous les problèmes, car l'expression populaire dans le vote aurait toujours raison en fin de compte. C'est illusoire car en démocratie bourgeoise, l'expression populaire est biaisée dans son élaboration, dans son expression et dans sa mise en application. Seule une refonte de l'Etat sur la base de la classe travailleuse est susceptible d'empêcher l'Etat d'être un instrument de domination contre cette même classe travailleuse. A droite, ces illusions se traduisent, en plus du repli identitaire, par le rejet des institutions républicaines et du personnel politique, comme si ce n'était finalement pas un problème inhérent à la nature même du capitalisme qui causait toutes les souffrances du peuple, mais un problème de mauvaise gestion du capitalisme. Cette dérive-là conduirait à l'abandon de principes républicains et de l'Etat de droit qui, dans la limite de ce qu'autorise une démocratie bourgeoise, permettent encore à la classe travailleuse de s'exprimer politiquement et de lutter. Tous ces écueils qui semblent nous menacer de toutes parts doivent nous amener à retrouver le chemin d'un parti communiste porteur d'un projet clair et identifiable, capable de sortir la gauche de l'impasse.

Les moyens de transformer la réalité existent déjà, et comme le disait Marx, « l'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre ». Les solutions sont là : une classe travailleuse plus nombreuse que jamais, qui souffre de la violence des rapports sociaux capitaliste et qui aspire à une autre vie, et une théorie marxiste qui nous permet de construire un projet communiste sur des bases non pas utopistes et rêveuses, mais concrètes et réelles, avec en perspective la conquête du pouvoir et la transformation des rapports sociaux de production. La situation française semble parfois désespérée, mais un regard sur le monde nous montre que les rapports de classe au niveau global bougent et offrent des possibilités objectives de résistance malgré la crise colossale qui guette le capitalisme à bout de souffle. La classe travailleuse française a des alliés potentiels à chercher au-delà des frontières nationales, et a aussi des devoirs envers d'autres classes travailleuses, soumises à l'impérialisme de la bourgeoisie française. Le PCF doit renouer avec une tradition internationaliste et une conception socialiste de la nation comme cadre politique de l'action de la classe travailleuse, héritées de nos expériences révolutionnaires passées, pour partager ses expériences et échanger de façon structurelle et permanente avec les autres forces communistes du monde. Certaines d'entre elles ont beaucoup à nous apprendre, et le repli sur soi du PCF traduit un vieil orgueil colonialiste, celui d'un parti qui croit encore vivre dans une puissance impérialiste de premier plan. L'état actuel de l'impérialisme rend possible à nouveau un travail collectif des partis communistes, d'égal à égal, dans le partage d'expériences et la coordination dans des campagnes communes à l'échelle globale. A une classe travailleuse qui n'a jamais été aussi nombreuse à l'échelle globale doit correspondre un mouvement communiste international plus fort et uni que jamais. Le PCF doit jouer son rôle dans cette évolution historique et ne pas y être réfractaire.